

BILAN À 2 ANS

2017 • 2019

Missions pour le quinquennat

Lutter contre le terrorisme et la radicalisation

Mettre en place la police de sécurité du quotidien : remettre policiers et gendarmes sur le terrain, bâtir une police « sur-mesure » adaptée à chaque territoire et renforcer le lien entre la police et la population

Renforcer les moyens des forces de l'ordre

Lutter contre les violences faites aux femmes

Intensifier notre lutte contre les haines, au premier rang desquelles l'antisémitisme

Assurer l'ordre républicain par la résorption des ZAD et la rénovation du maintien de l'ordre face aux nouvelles menaces

Faire reculer le nombre de morts sur les routes et assurer la sécurité routière

Mener une politique migratoire équilibrée, entre accueil dans la dignité et pleine intégration de ceux ayant vocation à résider en France, et lutte résolue contre l'immigration irrégulière et les réseaux de passeurs

Conforter notre modèle de sécurité civile et soutenir le volontariat des sapeurs-pompiers

Conforter la laïcité et assurer le respect des valeurs républicaines

Conserver un haut niveau de réactivité face aux crises (Ouragan Irma, inondations de l'Aude...)

Les actions en quelques mots

Protéger

Sécurité

Sur-mesure

Terrain

Fermeté et humanité

Ordre républicain

Citoyenneté

Intégration

Les mesures concrètes

Loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme (SILT) du 30 octobre 2017 : sortie de l'état d'urgence et inscription dans le droit commun d'outils ciblés sur la menace terroriste : possibilité d'établir des périmètres de protection, de fermer des lieux de culte, de prendre des mesures individuelles de contrôle administratif et de procéder à des visites/saisies

Réorganisation de la lutte contre le terrorisme sur le territoire national sous le chef de filat de la DGSJ

10 000 recrutements sur cinq ans dans la police et la gendarmerie : dont 1 900 en faveur des services de renseignement ; plan immobilier de 900 millions d'euros entre 2018 et 2020 ; 30 000 véhicules neufs commandés d'ici 2022

Mise en place de 47 quartiers de reconquête républicaine dotés chacun de 10 à 30 effectifs de police ou de gendarmerie supplémentaires ; mise en place de 250 brigades ou groupes de contacts par la gendarmerie

Loi du 10 avril 2019 visant à renforcer et garantir le maintien de l'ordre public lors des manifestations : renforcement des contrôles et des fouilles, création d'un délit de dissimulation de visage en vue de commettre des violences

Une meilleure intégration avec un doublement des heures de français et d'instruction civique, accompagnement renforcé vers l'emploi

Loi du 3 août 2018 renforçant la lutte contre les **rodéos motorisés**

20 attentats déjoués

depuis le début du quinquennat

10 000 policiers et gendarmes supplémentaires

d'ici la fin du quinquennat

7 lieux de culte fermés

pour lutter contre la radicalisation

356 contraventions pour outrage sexiste

avaient été dressées au 1^{er} mars

Lancement de la plateforme en ligne de signalement des violences sexuelles et sexistes unique et disponible 24h/24, 7j/7 et création du délit d'outrage sexiste

Abaissement de la limitation de vitesse de 90 km/h à 80 km/h sur les routes à double sens sans séparateur central

200 vies épargnées

sur les routes de métropoles par rapport à 2017

Près de 3500 blessés de moins

par rapport à 2017

De juillet à décembre 2018, **127 vies épargnées sur le réseau à 80 km/h** par rapport à la moyenne des 5 années précédentes

Loi du 10 septembre 2018 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie, 1er jalon de la refonte de la politique migratoire française avec :

le renforcement des moyens consacrés à la lutte contre l'immigration irrégulière

la réduction des délais d'instruction de la demande d'asile

l'amélioration de l'accueil des étrangers admis au séjour pour leurs compétences et leurs talents

Renouvellement de la flotte de sécurité civile (acquisition de 6 nouveaux avions multimissions pour 370 M€, livraison du 1er en mai 2019)

Mise en œuvre du « Plan volontariat » pour encourager et améliorer les conditions d'engagement comme sapeur-pompier volontaire (37 mesures)

Hausse de 22% des éloignements d'étrangers

en situation irrégulière en 2018 par rapport à 2016, avec plus de 30 000 étrangers en situation irrégulière qui ont quitté la France en 2018

321 filières de passeurs

démantelées en 2018

+ de 33 000 nouveaux bénéficiaires d'une protection internationale en France

et 10 000 réfugiés réinstallés en France en 2018-2019

Près de 100 000 places d'hébergement d'urgence pour demandeurs d'asile

disponibles à la fin de l'année 2019, 2 fois plus qu'en 2015

30 000 nouveaux véhicules

livrés pour les forces de l'ordre (5800 en 2018)

Un plan immobilier de 900 millions d'€

(2018-2020)

À retenir sur les 12 derniers mois

Loi renforçant **la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme** du 30 octobre 2017

10 000 recrutements sur cinq ans dans la police et la gendarmerie

Mise en place de **47 quartiers de reconquête républicaine**

Loi du 10 avril 2019 visant à renforcer et garantir le **maintien de l'ordre public lors des manifestations**

Loi du 10 septembre 2018 pour **une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie**

Doublement des heures de français et d'instruction civique, accompagnement renforcé vers l'emploi

L'impact du grand débat sur notre action

Renforcer l'offre de services publics de proximité, notamment par la réforme de l'administration territoriale de l'Etat

Poursuivre et développer le sur-mesure de la police de sécurité du quotidien afin d'adapter l'action des forces de l'ordre aux réalités locales, au plus proche du terrain et de la population

Accélérer la réforme de Schengen et du système européen d'asile

Les priorités pour 2019

Accélérer le déploiement de la police de sécurité du quotidien et des quartiers de reconquête républicaine

Développer un véritable continuum de sécurité entre les forces de police et gendarmerie et élus locaux, polices municipales, entreprises mais aussi citoyens

Mise en place d'un plan de lutte contre les stupéfiants

Mise en place d'un plan de lutte contre les bandes

Intensifier la lutte contre la radicalisation dans les quartiers

Engager les réformes structurelles pour la police nationale et la gendarmerie nationale (temps de travail, heures supplémentaires, fidélisation dans les postes et les territoires)

Continuer la mise en œuvre du « Plan volontariat » et entamer les négociations pour une nouvelle directive européenne sur l'engagement citoyen

Etre force de proposition, dans les instances communautaires renouvelées, pour refonder Schengen et rénover le système européen d'asile

Mener le premier débat sur la politique migratoire au Parlement, sur la base du rapport rendu chaque année sur la politique migratoire

Mener à son terme le projet de règlement européen imposant aux entreprises du numérique de retirer les contenus terroristes qui figurent sur leurs plateformes

Rénover la doctrine de maintien de l'ordre (schéma national d'ordre public) pour s'adapter à la récurrence des violences et la présence des ultras dans les manifestations

Mettre en œuvre la plainte en ligne, qui permettra aux victimes d'infractions pénales de déposer plainte sans être contraintes de se déplacer immédiatement

Mettre en œuvre la procédure pénale numérique, en lien avec le ministère de la justice

Mener la réforme de l'administration territoriale de l'Etat en confortant l'échelon départemental autour du préfet

Pour l'année et les suivantes :

| **préparer un Livre Blanc sur la sécurité**, incluant une réflexion sur les missions de la Police et de la Gendarmerie nationales en vue de réformes de structures, et une nouvelle loi de programmation de la sécurité intérieure

| **Conforter la loi de 1905** en réaffirmant la laïcité et en renforçant le contrôle des financements étrangers du culte